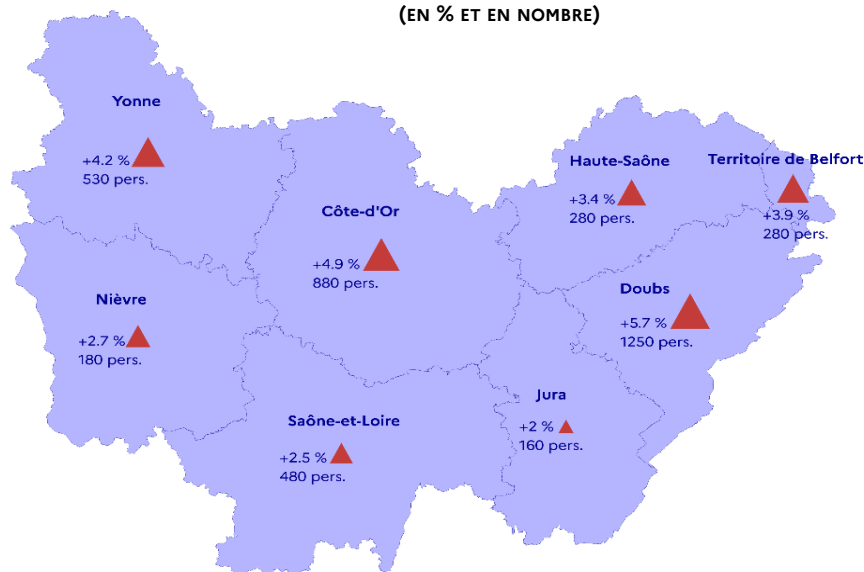


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2024
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
+ 4,0 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2024

Source : France Travail-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **7 380** (+ 3,9 % sur un trim.)
Cat. B, C : **4 500** (0,0 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **11 880** (+ 2,4 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

9,0 % au 3^{ème} trimestre 2024
+ 0,2 pt par rapport au 2^{ème} Trim. 2024
(France métropolitaine : 7,2 % ; + 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

48 990 au 3^{ème} trimestre 2024
- 0,3 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2024

● RECOURS À L'INTÉRIM

1 370 intérimaires au 3^{ème} trimestre 2024
+ 1,6 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2024

Au troisième trimestre 2024

L'emploi salarié, privé et public, diminue dans le Territoire de Belfort, avec une perte de 150 emplois par rapport au 2^e trimestre 2024. Hors intérim, seul le secteur de la construction maintient ses effectifs. Les services non marchands rencontrent quelques difficultés, tandis que l'emploi dans les services marchands diminue, principalement en raison des pertes dans les services aux entreprises. Le commerce continue de faire face à des obstacles. Les effectifs dans l'industrie, notamment dans la fabrication de matériel de transport, sont en baisse et atteignent leur niveau le plus bas. Sur un an, l'emploi salarié diminue, contre +0,2 % au niveau régional. La demande d'intérim augmente, sauf dans l'industrie où elle diminue. Le dispositif d'activité partielle est utilisé autant qu'au 2^e trimestre 2024. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA diminue de 2,1 % par rapport à l'année précédente, une tendance inverse à celle observée dans la région.

Au quatrième trimestre 2024

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle est similaire au volume autorisé au 3^e trimestre. Les défaillances d'entreprises sont plus faibles qu'il y a un an à la même période. Les créations d'entreprises demeurent bien orientées, comptabilisant près de 110 nouveaux entrepreneurs (hors micro-entrepreneurs). Le marché du travail est impacté par l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (sans activité), tant au niveau départemental que régional. Deux facteurs expliquent cette situation. D'une part, la conjoncture économique moins favorable a entraîné une baisse des reprises d'emploi ou d'entrées en formation. D'autre part, les changements réglementaires, notamment l'évolution du formulaire d'actualisation de France Travail, déployée en novembre 2024, ont également contribué à cette hausse. Au total, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C augmente de 2,4 % comparativement au 3^e trimestre 2024.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

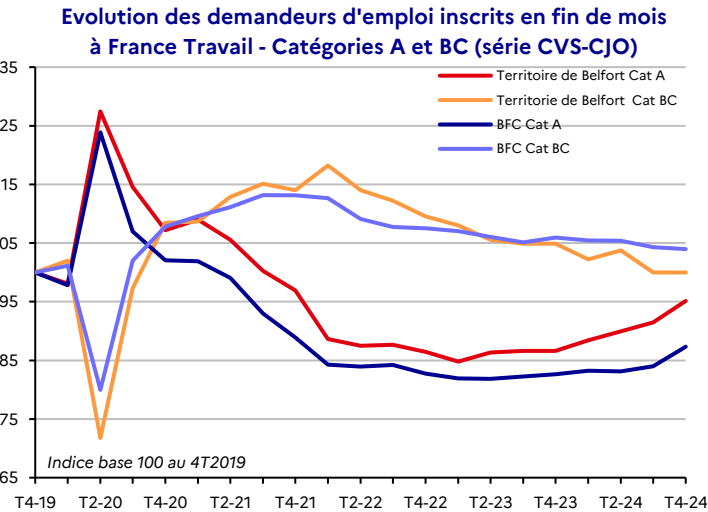
4^{ème} Trimestre 2024

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois				
	T4 2024	Var. (en %) sur		
		1 trim.	1 an	
Territoire de Belfort :				
Données CVS-CJO				
Catégorie A	7 380	+3,9	+9,8	
Catégories B, C	4 500	0,0	-4,7	
Catégories A, B, C	11 880	+2,4	+3,8	
Bourgogne-Franche-Comté :				
Données CVS-CJO				
Catégorie A	106 230	+4,0	+5,7	
Catégories B, C	93 500	-0,4	-1,9	
Catégories A, B, C	199 740	+1,9	+2,0	

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares



Avertissement : Entre octobre et novembre 2024, une évolution dans le formulaire d'actualisation a conduit à augmenter le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A, et à réduire d'autant le nombre de demandeurs d'emploi en catégories B et C, sans modifier le nombre total de demandeurs d'emploi en catégories ABC.

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T4	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2024	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	3 920	+4,3	+11,0	+4,0	+7,0
< 25 ans	600	+7,1	+13,2	+6,6	+8,5
25 - 49 ans	2 300	+3,1	+13,3	+3,8	+7,0
50 ans et plus	1 020	+4,1	+5,2	+3,3	+6,0
Femmes	3 460	+3,6	+8,5	+3,9	+4,3
< 25 ans	510	+10,9	+15,9	+7,6	+7,0
25 - 49 ans	2 050	+3,0	+10,2	+3,5	+4,0
50 ans et plus	900	+2,3	+2,3	+2,9	+3,7
Total	7 380	+3,9	+9,8	+4,0	+5,7
< 25 ans	1 110	+8,8	+14,4	+7,0	+7,7
25 - 49 ans	4 350	+3,1	+11,8	+3,6	+5,6
50 ans et plus	1 920	+3,2	+3,8	+3,1	+4,9

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T4	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2024	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	6 100	+3,0	+5,0	+2,2	+3,1
< 25 ans	880	+4,8	+4,8	+2,7	+3,2
25 - 49 ans	3 690	+2,5	+5,4	+2,2	+2,8
50 ans et plus	1 530	+4,1	+4,8	+2,0	+3,8
Femmes	5 780	+1,8	+2,7	+1,6	+0,9
< 25 ans	720	+2,9	0,0	+3,4	+3,0
25 - 49 ans	3 490	+2,9	+5,4	+1,7	+0,6
50 ans et plus	1 570	-1,9	-2,5	+0,5	+0,7
Total	11 880	+2,4	+3,8	+1,9	+2,0
< 25 ans	1 610	+4,5	+3,2	+3,1	+3,1
25 - 49 ans	7 180	+2,7	+5,4	+2,0	+1,7
50 ans et plus	3 100	+1,0	+1,0	+1,2	+2,1

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A :** demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B :** demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois);
- **catégorie C :** demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D :** demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E :** demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T4	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2024	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	6 880	+1,9	+6,7	+2,3	+2,5
DELD :					
1 à 2 ans	2 260	+7,1	+6,1	+2,4	+4,1
2 à 3 ans	970	0,0	+1,0	+3,1	+7,8
3 ans et plus	1 780	0,0	-6,8	-0,9	-5,1
Total DELD	5 010	+3,3	+0,4	+1,3	+1,4
Part des DELD	42,2%	+0,4 pt	-1,4 pt	-0,3 pt	-0,3 pt

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T3	Moyenne annuelle	
	2024	2024	2023
Assurance chômage	5 220	5 030	4 810
Solidarité - Etat	590	590	600
Autres	110	110	120
Total DE indemnisés	5 910	5 730	5 530
Formation	190	280	330
Part des DE indemnisés* :			
Territoire de Belfort :	46,3%		
BFC	47,8%		

Source : France Travail

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par France Travail pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T4	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2024	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	166	+1	+0,4	-41	-1,1
Fin de mission d'intérim	101	+11	+11,8	-107	-6,3
Démission	49	+1	+2,8	-59	-5,1
Rupture conventionnelle	58	-8	-11,6	-37	-3,0
Licenc. économique	43	+15	+52,4	+95	+29,7
Autre licenciement	69	-4	-5,9	-3	-0,2
Première entrée ⁽¹⁾	68	+2	+3,5	+17	+1,8
Retour d'inactivité ⁽²⁾	176	-20	-10,1	-189	-5,4
Réinscription rapide ⁽³⁾	217	-47	-17,7	-194	-5,6
Autre motif ⁽⁴⁾	125	+27	+28,1	+208	+16,2
Motif indéterminé	112	+4	+3,4	+44	+2,7
Total	1 184	-18	-1,5	-266	-1,3

- (1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.
- (2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.
- (3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).
- (4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T4	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2024	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	129	-59	-31,4	-554	-19,7
Entrée en stage ou formation	110	-34	-23,6	-441	-16,8
Arrêt de recherche**	103	-1	-0,6	-13	-0,7
dont maladie	61	-6	-8,9	-44	-3,7
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	548	+26	+4,9	+210	+2,3
Radiation administrative	129	-39	-23,4	-283	-13,5
Autre cas ⁽²⁾	102	-36	-26,2	-112	-6,4
Total	1 121	-143	-11,3	-1 193	-5,9

**Maternité, maladie, retraite...

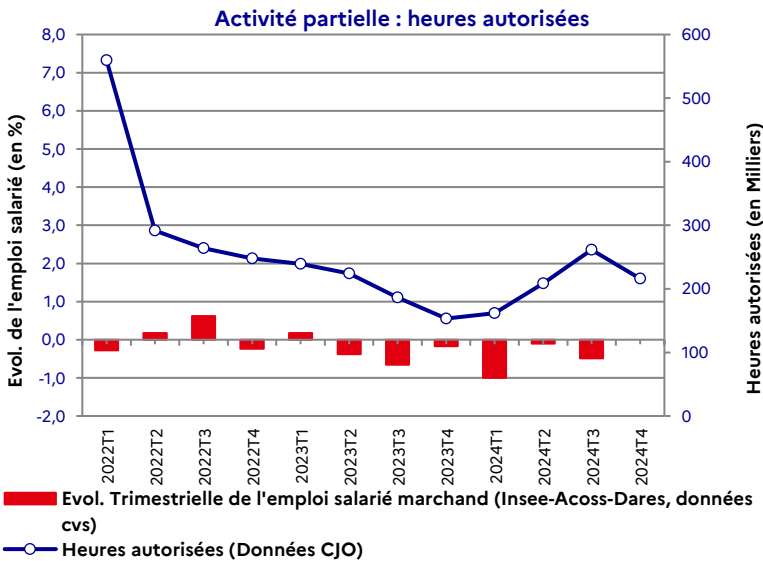
(1) Uniquement celles connues de France Travail.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Activité partielle

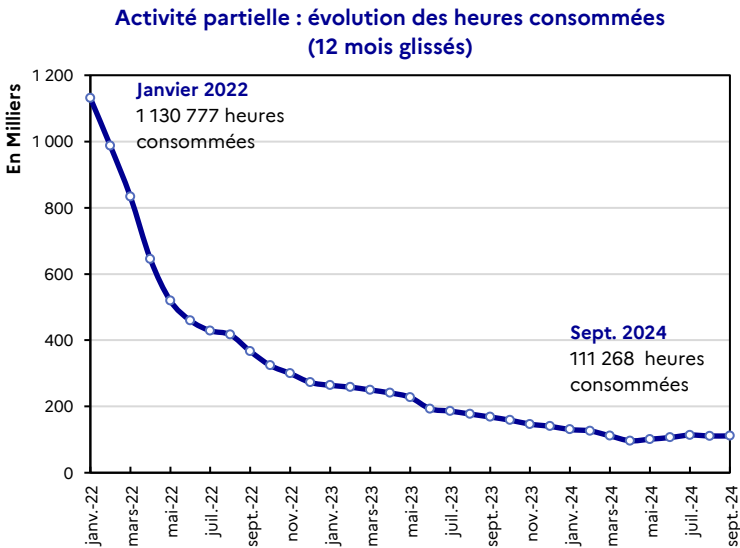
Données CJO*		Territoire de Belfort	
Heures autorisées		T3 2024	T4 2024
Nombre de demandes en cours		33	37
Volume d'heures autorisées		261 575	215 926
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	237 268	202 830
	Construction	1 534	1 072
	Commerce	0	0
	Services	22 773	12 024
Etablissements autorisés		32	28
dont :	étabs de 50 sal. et plus	14	8
Nombre de salariés concernés**		2 110	1 037
Total heures autorisées 12 mois glissés		785 270	847 925

Source : DARES/Dreets BFC
* corrigées des effets des jours ouvrables
** en moyenne sur le trimestre



Données brutes		Territoire de Belfort	
Heures consommées		T2 2024	T3 2024
Nombre d'heures consommées*		30 640	28 062
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	22 716	17 652
	Construction	0	0
	Commerce	0	0
	Services	7 924	10 410
Etabs ayant consommé des heures		23	19
dont :	étabs de 50 sal. et plus	13	10
Nombre de salariés concernés**		540	442
Total heures consommées 12 mois glissés		106 333	111 268

Source : DARES/Dreets BFC
* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.
** en moyenne sur le trimestre
Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Créations d'entreprises

Données brutes		Territoire de Belfort	
Créations d'entreprises		T4 2024	Evol./T4 2023
		(en %)	
Nombre de créations d'entreprises		384	+3,8
dont :	Entreprises individuelles	42	-2,3
	Micro-entrepreneurs	272	+4,6
	Sociétés	70	+4,5
Cumul sur 12 mois glissés		1 583	+4,9
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		112	+1,8
Cumul sur 12 mois glissés		477	+7,7

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).
Avertissement :
Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.
Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Données brutes		Territoire de Belfort	
Ouvertures de procédures		T4 2024	Evol./T4 2023
		(en %)	
Nombre d'ouvertures de procédures		31	-26,2
dont :	Sauvegardes	5	n.s.
	Redressements judiciaires	7	+40,0
	Liquidations judiciaires directes	19	-48,6
Nombre d'emplois menacés		87	-46,3
dont :	Agriculture	s	s
	Industrie	33	+17,9
	Construction	17	-63,8
	Commerce	6	-72,7
	Services	30	-53,8
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		111	-9,8

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE
n.s. : non significatif
s : secret statistique

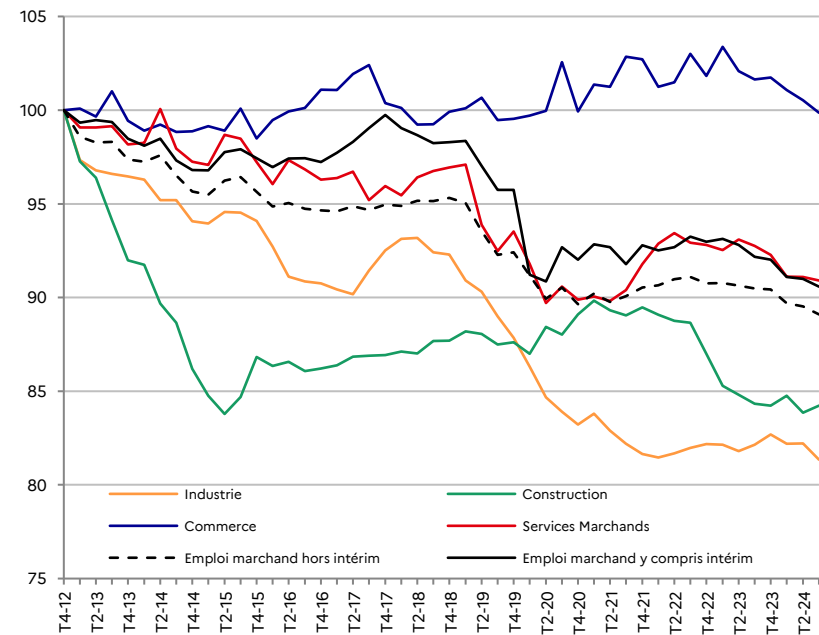
Avertissement :
Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus : https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Territoire de Belfort	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
3 ^{ème} trimestre 2024 (Données CVS)										
Agriculture	90	-10	-12,5	-20	-16,6	90	-10	-11,5	-20	-18,0
Industrie	7 380	-80	-1,1	-70	-1,0	8 040	-120	-1,5	-170	-2,1
Industrie agro-alimentaire	530	-10	-1,5	-10	-2,5	540	0	+0,2	-30	-5,7
Industries extractives, énergie, eau, déchets	280	0	-0,5	+10	+4,3	290	0	-1,3	0	+1,4
Equipements élec. électron. info., autres machines	2 520	+10	+0,3	0	+0,1	2 620	-10	-0,2	-20	-0,6
Matériels de transport	1 070	-50	-4,3	-60	-5,5	1 230	-70	-5,1	-90	-6,7
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	2 980	-30	-1,0	-10	-0,3	3 350	-40	-1,3	-40	-1,1
Construction	2 130	+10	+0,4	0	-0,1	2 280	+30	+1,4	+20	+0,9
Commerce ; réparation auto.	5 460	-40	-0,7	-100	-1,8	5 550	-40	-0,7	-130	-2,2
Services marchands	12 020	-20	-0,2	-240	-2,0	12 470	0	+0,0	-220	-1,7
Transports et entreposage	1 810	-10	-0,5	-30	-1,4	1 950	-20	-1,3	-20	-1,1
Hébergement et restauration	1 590	+10	+0,4	-20	-1,0	1 610	+10	+0,7	-10	-0,7
Information et communication	820	-10	-0,8	-20	-1,9	820	-10	-0,8	-20	-1,9
Services financiers	790	+20	+2,1	+10	+0,9	800	+30	+3,9	+20	+1,9
Services immobiliers	440	+10	+2,8	-20	-5,1	450	+10	+3,1	-30	-5,7
Services aux entreprises	4 970	-60	-1,3	-160	-3,2	5 210	-70	-1,2	-150	-2,7
Services aux ménages	1 600	+20	+1,3	-10	-0,5	1 630	+40	+2,7	-10	-0,7
Services non marchands	20 560	-20	-0,1	+250	+1,2	20 570	-20	-0,1	+240	+1,2
Ensemble	47 630	-160	-0,3	-190	-0,4	48 990	-160	-0,3	-270	-0,5

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)
Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)
Traitement : Drets BFC- SESE
(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

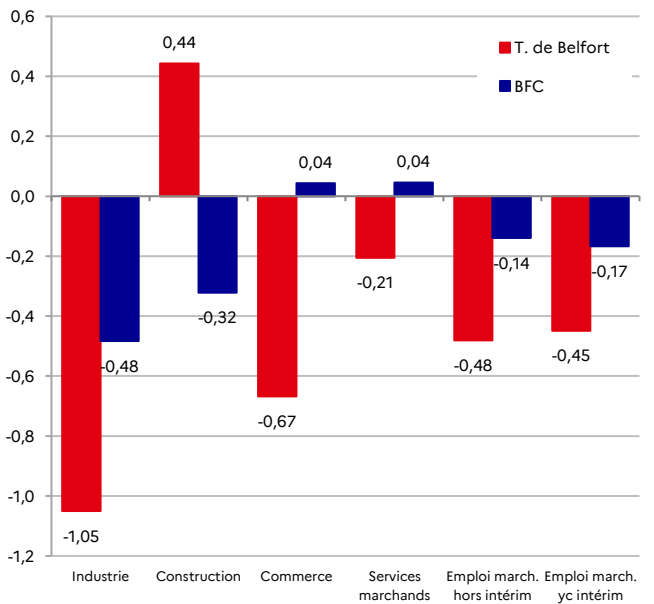
Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional
(entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trim. 2024, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Territoire de Belfort	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
3 ^{ème} trimestre 2024										
(Données CVS)										
Agriculture	s	s	s	1,1	-1,7	s	s	s	2,6	-16,6
Industrie	700	-5,2	-15,9	8,6	-1,4	670	-8,2	-20,2	3,6	+0,5
Construction	150	+10,3	+2,1	6,4	+0,1	130	+8,3	-7,1	3,4	+0,8
Commerce	80	+34,2	-7,6	1,4	-0,1	70	-12,5	-22,2	2,0	+0,1
Services	450	+5,8	+12,2	3,6	+0,4	480	+14,3	+4,3	1,5	-0,1
Ensemble	1 370	+1,6	-6,1	4,8	-0,2	1 350	0,0	-12,3	2,6	+0,2

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

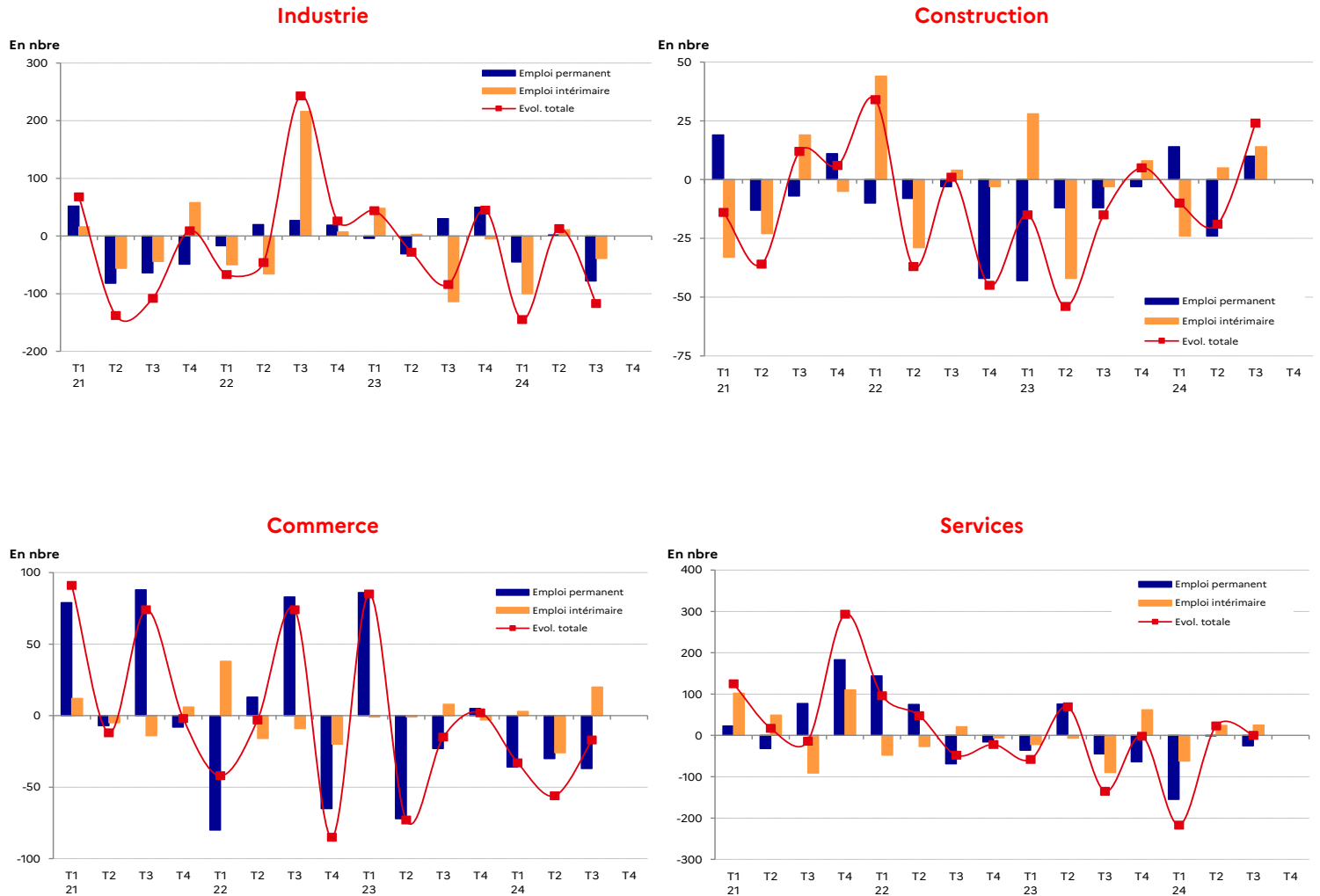
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acoess-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Territoire de Belfort		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
3ème trimestre 2024						
Embauches		497	259	1 331	7 036	9 123
Répartition en %		5,4	2,8	14,6	77,1	100,0
dont en % :						
CDD		67,0	71,4	77,9	86,8	84,0
< 25 ans		61,0	59,5	64,2	37,0	42,9
25 - 49 ans		29,8	32,8	24,9	40,4	37,4
50 - 54 ans		3,0	2,7	3,6	7,4	6,5
55 ans ou plus		5,0	2,3	5,8	14,1	12,1
Femmes		35,4	10,0	54,3	64,2	59,7
Sorties		517	272	1 345	7 787	9 921
Répartition en %		5,7	3,0	14,7	85,4	100,0
dont en % :						
Fins de CDD		58,2	51,5	69,1	77,5	74,6
dont CDD < 1 mois		19,9	27,1	51,5	77,3	70,8
Démissions		14,7	16,9	14,6	9,0	10,3
Licenciements économiques		1,5	1,5	0,6	4,2	3,5
Licenc. non économiques		7,7	11,4	5,7	2,9	3,7
Retraite		6,8	3,3	0,9	1,0	1,3
Ruptures Conventionnelles		4,1	6,6	3,0	1,2	1,7
< 25 ans		51,1	45,6	60,7	34,1	38,9
25 - 49 ans		29,2	36,8	28,3	41,5	38,9
50 - 54 ans		3,7	4,0	3,4	8,1	7,1
55 ans ou plus		15,9	11,4	6,7	15,4	14,2
Femmes		38,5	8,5	53,5	61,3	57,6

Source : Dares, MMO

Lecture : Au 3ème trimestre 2024 parmi les embauches dans l'industrie 67 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 1,5 % des sorties des salariés de l'industrie contre 3,5 % tous secteurs confondus.

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

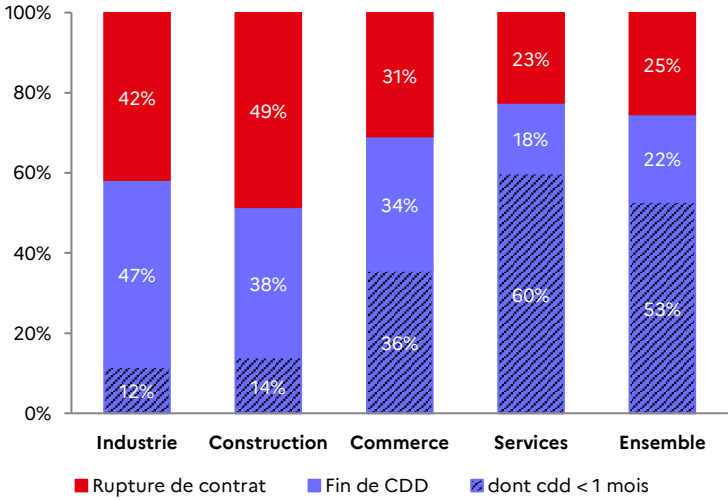
Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

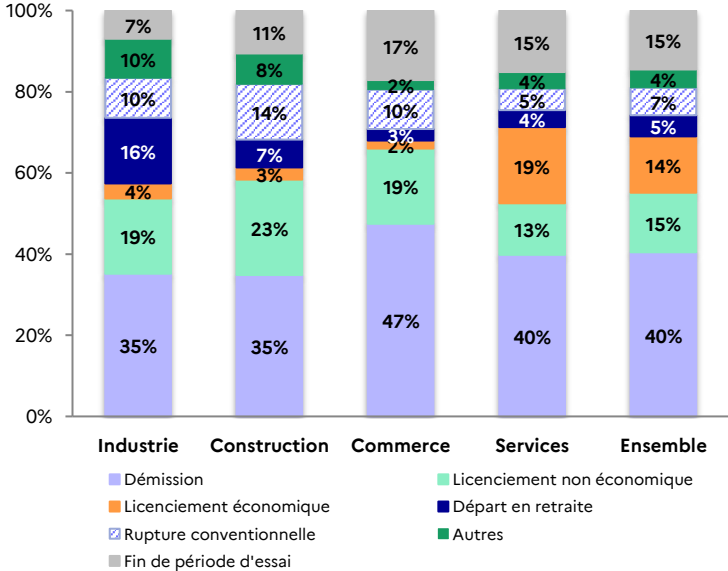
<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 36 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 35 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Territoire de Belfort		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
3ème trimestre 2024							
Actifs en emploi (en %)		10,5	58,7	14,4	16,4	50,7	30,1
Embauches		3 913	3 409	592	1 100	5 444	2 285
dont en % :							
CDD		86,9	78,6	84,0	91,2	86,4	88,4
Sorties		3 860	3 864	706	1 404	5 716	2 316
dont en % :							
Fins de CDD		82,4	68,8	71,5	70,9	80,7	85,1
dont CDD < 1 mois		59,2	76,4	84,4	85,9	75,1	66,1
Démissions		8,0	14,9	10,5	3,6	8,7	7,1
Licenciements économiques		0,0	4,3	9,3	8,3	1,5	0,0
Licenc. non économiques		4,6	3,5	2,1	2,8	2,9	3,8
Retraite		0,0	0,0	0,0	9,3	1,0	0,0
Ruptures Conventionnelles		0,6	2,8	2,3	1,4	1,4	0,6

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2021, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 91,2 % ont signé un CDD.

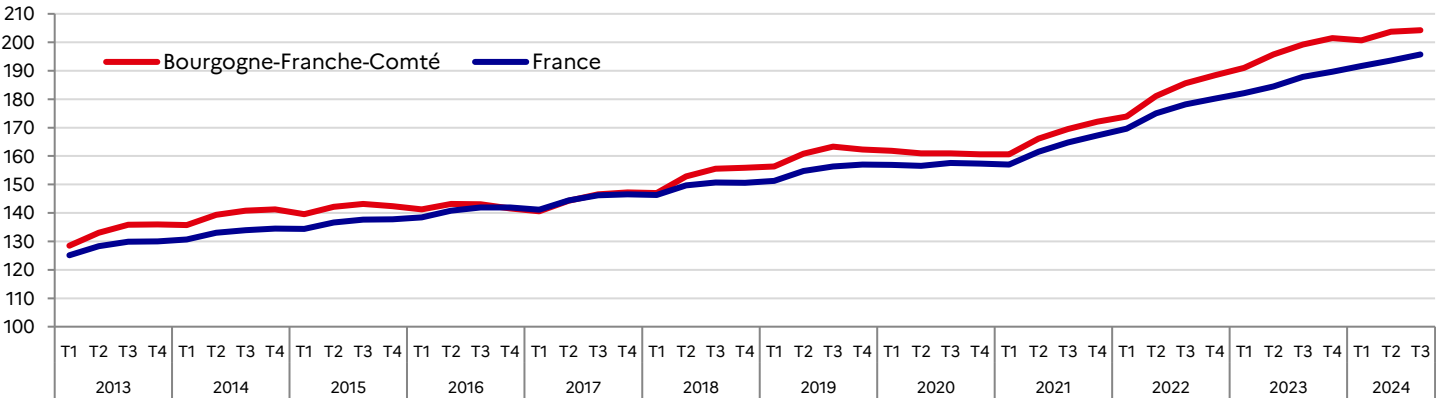
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2024	Actifs occupés RP 2021	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	250 359	224 350	22,5	+0,6	+2 820	+1,3	262	0,5	+4,0	+37	+16,4
Doubs	254 900	199 310	20,0	-0,3	+330	+0,2	34 062	70,7	-0,0	+666	+2,0
Jura	116 590	88 170	8,8	+0,3	-200	-0,2	7 842	16,3	+0,1	+152	+2,0
Nièvre	80 648	64 710	6,5	-0,1	-130	-0,2	24	0,0	-7,7	+6	+33,3
Haute-Saône	104 664	69 120	6,9	-0,3	-510	-0,7	827	1,7	+2,6	+85	+11,5
Saône-et-Loire	238 264	191 930	19,3	+0,2	+280	+0,1	238	0,5	-0,8	+2	+0,8
Yonne	145 199	109 820	11,0	+0,0	-150	-0,1	39	0,1	+14,7	+13	+50,0
Territoire de Belfort	64 290	48 990	4,9	-0,3	-270	-0,5	4 853	10,1	+2,1	+213	+4,6
BFC	1 254 913	996 400	100,0	+0,1	+2 160	+0,2	48 147	100,0	+0,3	+1 174	+2,5

Sources : INSEE - RP 2021; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

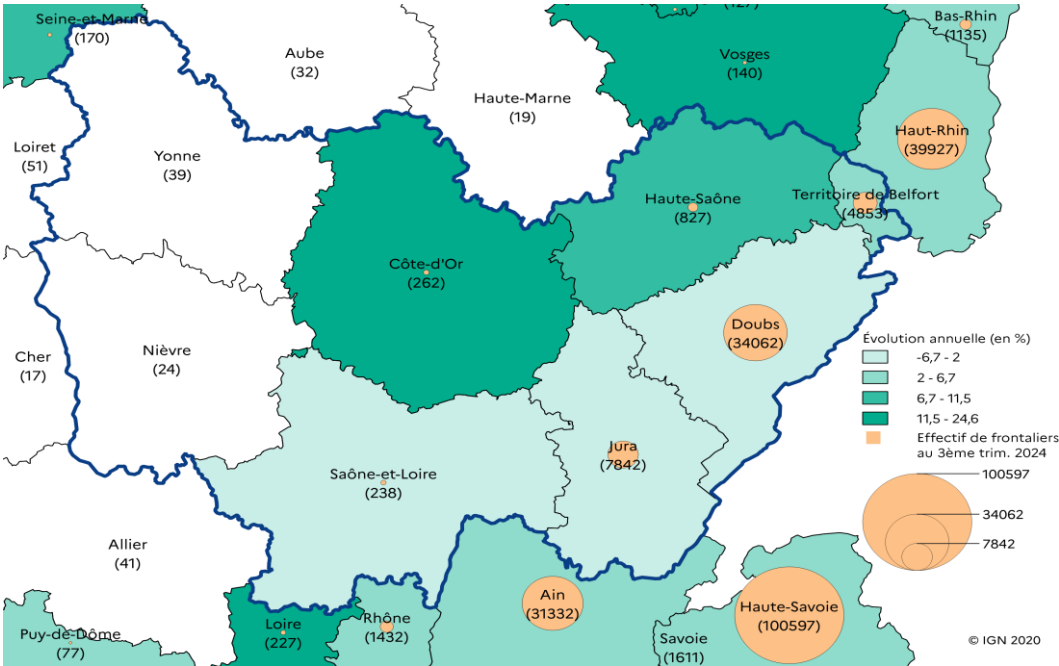
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de +2,0 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 34 062 travailleurs frontaliers vers la Suisse.
Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.
Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Territoire de Belfort			BFC
	T3	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2024	2024	cumul 23	cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	42	110	-27,6	-33,9
jeunes	18	36	-26,5	-36,9
seniors	7	25	-46,8	-26,5
bénéficiaires RSA	12	48	+14,3	-17,6
DELD	13	45	-30,8	-33,7
TH	s	14	-48,1	-29,7
résidents QPV	10	23	-8,0	+2,8
résidents ZRR	s	s	nd	-41,5
éducation nationale	s	s	+33,3	-21,9
CIE Jeunes	s	7	-89,1	-75,2
Mesures d'accompagnement (au 4T2024) :				
PACEA	209	818	-7,7	-2,7
dt résidents QPV	60	248	+14,8	+8,1
CEJ*	82	518	-7,2	-7,1
Aides à l'embauche (au 4T2024) :				
Emplois Francs**	11	54	-12,9	+2,3
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 3T2024)				
- secteur public	72	75	+44,2	+4,5
- secteur privé	966	1 066	-4,1	+0,4

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 52

s : secret statistique

ns : non significatif

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T2	Cumul	Var.(%)/ cumul 2023
	2024	2024	
Côte d'Or	437	767	-5,7
Doubs	477	938	+4,7
Jura	294	559	-1,8
Nièvre	222	385	-13,9
Haute-Saône	219	376	+11,9
Saône-et-Loire	382	831	-8,4
Yonne	380	731	-6,8
Territoire de Belfort	154	269	+13,0
BFC	2 565	4 856	-2,7

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Territoire de Belfort		BFC
	T4	Var.(%)/	Var.(%)/
	2024	trim. année précédente	trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	97	-7,9	-13,3
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	625	-27,4	-20,1
CEJ*	154	-34,6	-4,7
IAE (au 2T 2024)	481	+9,1	+0,5

▶ De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2024	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 2T 2024)	
	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de pers.	Evol.	Nbre de pers.	Evol.
	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle
données brutes provisoires								
Côte d'Or	9 773	+2,5	38 597	+0,8	9 180	+4,4	1 367	-5,7
Doubs	12 580	+1,7	33 140	-1,0	10 493	+1,7	1 473	-5,2
Jura	3 437	+0,2	15 617	-0,4	5 560	+2,3	533	-11,1
Nièvre	5 703	+1,1	13 743	-0,7	6 523	+2,3	700	-1,9
Haute-Saône	4 030	+3,3	15 337	+0,6	6 060	+8,1	833	-6,0
Saône-et-Loire	9 447	-4,5	36 863	-0,7	12 850	+4,7	1 643	-8,9
Yonne	8 683	+0,1	23 183	-0,2	7 887	+1,4	1 040	-8,0
Territoire de Belfort	4 127	-2,1	9 560	-0,3	2 750	+8,3	593	-1,7
BFC	57 780	+0,2	186 040	-0,2	61 303	+3,7	8 183	-6,4

* Moyenne trimestrielle.

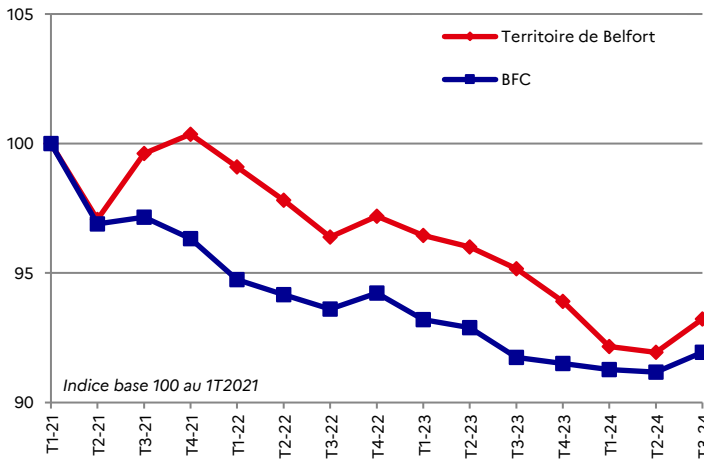
- **RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :**
Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- **AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :**
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

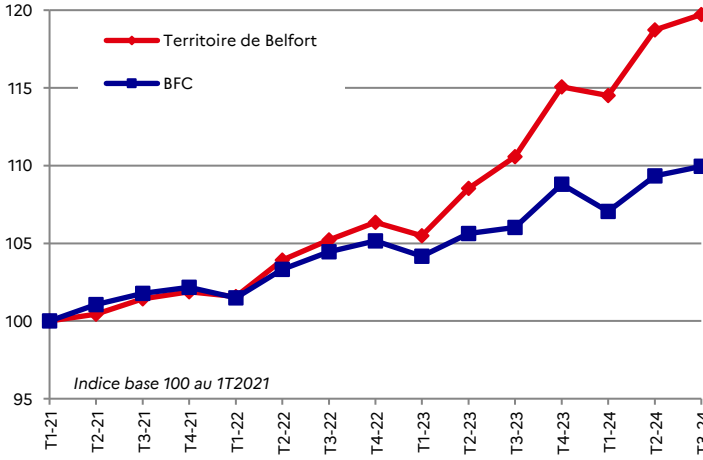
- **ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :**
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

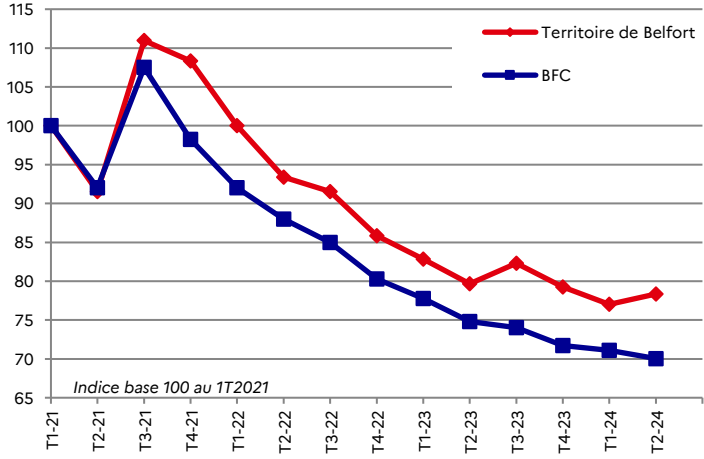
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

